

Séminaire Entrepreneurs

Villes et Territoires

organisé avec le soutien de l'Institut CDC pour la recherche, de la Caisse des dépôts et consignations et du ministère de l'Industrie et grâce aux parrains de l'École de Paris

Air Liquide¹
Algoé²
ANRT
Arcelor
Areva²
Cabinet Regimbeau¹
Caisse des Dépôts et Consignations
CEA
Chaire "management de l'innovation"
de l'École polytechnique
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris
CNRS
Conseil Supérieur de l'Ordre
des Experts Comptables
Danone
Deloitte & Touche
École des mines de Paris
EDF
Entreprise & Personnel
Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme
France Télécom
FVA Management
Groupe ESSEC
HRA Pharma
IDRH
Institut de l'Entreprise
La Poste
Lafarge
Ministère de l'Industrie,
direction générale des Entreprises
PSA Peugeot Citroën
Reims Management School
Renault
Royal Canin
Saint-Gobain
Schneider Electric Industrie
SNCF¹
Thales
Total
Unilog
Ylios

¹ pour le séminaire
Ressources Technologiques et Innovation
² pour le séminaire Vie des Affaires

(liste au 1^{er} octobre 2006)

LA CONSTRUCTION DU DÉSERT RURAL FRANÇAIS

par

Gilles LUNEAU

Journaliste, écrivain

Membre fondateur et responsable de la communication
de l'écomusée de Saint-Nazaire

Séance du 7 juin 2006

Compte rendu rédigé par Loïc Vieillard-Baron

En bref

Des 2,5 millions de fermes et des 10 millions d'actifs de 1945, il ne reste qu'à peine 500 000 exploitations agricoles et 900 000 actifs. Cette hécatombe sociale a dessiné un désert rural que ne comblent pas les résidences secondaires et les activités de loisirs. Cela résulte de la politique agricole mise en place dans l'après-guerre, à laquelle la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) a activement participé. Fondée sur l'obsession de l'autosuffisance alimentaire plus que sur une bonne occupation du territoire, elle a poussé à une industrialisation de l'agriculture, au développement d'une logique de filières, à une recherche forcenée de progrès de productivité à l'hectare et par animal, notions reprises dans la politique agricole commune. Cette politique conduisant à une impasse, il serait urgent de réfléchir à ce que pourrait être une politique de développement durable des campagnes et de bonnes relations ville-campagne. C'est ce à quoi nous invite Gilles Luneau, auteur d'*Une histoire de la FNSEA*, première du genre.

L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse des comptes rendus ; les idées restent de la seule responsabilité de leurs auteurs. Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents

EXPOSÉ de Gilles LUNEAU

En tant que journaliste indépendant, je me suis spécialisé sur la politique internationale, notamment les pays d'Amérique du Sud, sur le monde agricole, qui est d'ailleurs mon milieu d'enfance, et sur la globalisation des échanges. Sur ces thèmes, je collabore régulièrement avec *Le Nouvel Observateur*, *Challenge* et *Géo*. Dans le cadre de cet exposé, je vais m'intéresser à l'évolution de la ruralité dans notre pays.

Après la deuxième guerre mondiale et au cours des années 1960, un modèle de développement de l'agriculture s'est mis en place et a entraîné la très grande majorité des paysans. C'était celui de l'industrialisation à outrance. Il est encore la référence aujourd'hui.

Comme cette voie m'a toujours paru aliénante, j'ai voulu comprendre par quels mécanismes elle s'était imposée aussi massivement. J'ai donc, il y a quelques années, entrepris d'enquêter sur ce sujet. Selon la démarche du journaliste d'investigation, j'ai accumulé un nombre considérable de documents (études historiques, notes personnelles de certains meneurs, documents juridiques, etc.), et procédé à plus d'une centaine d'interviews.

Rapidement, il m'est apparu qu'il fallait clarifier le rôle de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), puis ce qui l'avait conduite à devenir aussi puissante.

Les premiers temps du syndicalisme agricole

Le syndicalisme agricole est né au cours du XIX^e siècle dans le Loir-et-Cher, à partir de la volonté des paysans de se forger des alliances de solidarité. Ils ressentaient la nécessité d'être plus forts face aux gens dont ils avaient besoin, comme les fournisseurs de matériels ou d'engrais. Il s'agissait, par exemple, d'arriver à imposer un contrôle de la qualité des produits. Ce syndicalisme en germe était presque une association d'achats.

Au cours des décennies suivantes, cet esprit de solidarité s'est développé à travers de nombreuses réalisations. Il a notamment conduit à la structuration d'un système de banques, d'assurances et de mutuelles propres au monde paysan. Ainsi sont apparues les institutions qui deviendront le Crédit agricole, le Crédit mutuel, la Mutualité agricole, etc.

Progressivement, la dynamique s'est structurée en deux mouvements indépendants. Le premier, l'Union centrale des syndicats agricoles, contrôlé par les grands propriétaires terriens réunis au sein de la Société française d'agriculture, qu'on a appelée la "société des marquis" pour évoquer son origine sociale élevée, a progressivement orienté ses intérêts vers l'organisation et le contrôle de l'innovation agricole. Idéologiquement, elle se situait plutôt à droite. Symétriquement, à l'initiative de Gambetta, un regroupement de gauche s'est mis en place, la Société nationale d'encouragement à l'agriculture, qui restera minoritaire. Bien qu'antagonistes sur de nombreux points, ces deux mouvements ont entretenu l'idée que la campagne devait trouver en elle-même ses propres forces et ne pas être soumise aux villes.

Une pensée "agrarienne" contre la ville

Durant cette première période, les propriétaires terriens, qu'ils soient hobereaux traditionnels, ou bourgeois de la ville, gardent le contrôle de leurs métayers et fermiers en encourageant l'idéologie agrarienne dans le syndicalisme : on se soulève, certes contre les abus de certains propriétaires, mais surtout on unit grands propriétaires et petits fermiers contre la ville et les gouvernements accusés de penser l'avenir de la campagne en fonction des intérêts de la cité. Habilement tournée en liberté et droit des paysans à penser par eux-mêmes l'évolution de l'agriculture, cette pensée agrarienne va cheminer de pair avec celle, coopérativiste, de construction d'outils de solidarité sociale ou économique.

Le contexte qui l'a portée sur les fonts baptismaux l'a conduite à concevoir la ville comme le prédateur de la campagne et comme une menace dont il fallait se garder. Cette attitude a été

extrêmement prégnante jusqu'à la première guerre mondiale et a continué fortement jusqu'à la seconde guerre. En effet, après le premier conflit, l'extrême droite qui voulait s'implanter dans le syndicalisme agricole a utilisé les 673 000 paysans morts et 500 000 blessés sur les champs de bataille pour surenchérir sur le thème de l'exploitation des ruraux par les gens des villes. Il fallait s'unir contre la "gueuse", c'est-à-dire la République, perçue comme une aristocratie urbaine. L'effervescence politique a ainsi aggravé le pli initial de la pensée agrarienne. Au final, le besoin d'unité contre les villes en est sorti renforcé. Et des dirigeants d'extrême droite ont pris la tête de l'Union nationale des syndicats agricoles (UNSA).

La création de la FNSEA

La seconde guerre mondiale a conduit tout d'abord à l'accomplissement par la force de cette unité. En effet, le maréchal Pétain, voulant casser le syndicalisme, a dissous tous les syndicats. Puis, il a adopté le projet de corporation paysanne – union sacrée des métayers, fermiers, propriétaires et bailleurs ruraux – présenté par les dirigeants de l'UNSA. Les autres syndicats agricoles ont basculé dans la clandestinité et la résistance. Mais d'une part les nazis ont vu d'un mauvais œil l'autonomie d'une telle entité et l'ont verrouillé, et d'autre part leur exigence de collaboration a poussé le chef de l'UNSA, Jacques Le Roy Ladurie, à rejoindre les maquis.

Vers la fin de la guerre, plusieurs réseaux de paysans résistants ont commencé à réfléchir sur ce que serait l'après-guerre et la façon dont on pourrait l'organiser. La grande question était de concevoir un système capable de nourrir la population. Une large unité s'est faite autour de Tanguy Prigent, grand résistant, ancien ministre du Front populaire, ministre de l'Agriculture à la Libération, et fermier, au sens juridique de ce terme, c'est-à-dire un paysan locataire des terres qu'il exploite. Une de ses idées fortes était qu'il fallait absolument penser le développement de l'agriculture avec les gens qui la faisaient, les paysans et les ouvriers agricoles. Cette idée a été bien reçue et a permis de rassembler, dès mars 1945, dans une nouvelle entité, la Confédération générale de l'agriculture (CGA), les fédérations syndicales des différents acteurs de la vie rurale.

Le pilier de cette CGA devait être la section rassemblant les syndicats d'exploitants agricoles : la FNSEA. Elle voit le jour en mars 1946. La confédération a eu une vie très éphémère, mais la FNSEA a perduré avec le succès que l'on sait.

Après la victoire militaire, cette dernière devint donc rapidement le symbole et la réalité de l'unité paysanne. Elle était alors dirigée par d'anciens résistants.

Coup d'État à la FNSEA

Au cours des années suivantes, les anciens de la corporation pétainiste ont réussi à écarter les résistants et à prendre le contrôle de la fédération nationale. Comme j'ai pu m'en rendre compte à l'analyse des archives d'un certain nombre des personnes qui l'ont mené, ceci a été le fait d'un véritable complot. Voilà ce qui s'est passé.

Dans les années de l'après-guerre, les anciens partisans du régime de Vichy n'avaient évidemment pas la capacité de réclamer quoi que ce soit. Pour reprendre le pouvoir, ils se sont donc tout d'abord appuyés sur le désir d'unité originel du syndicalisme paysan. Ce désir était encore plus fort à ce moment-là, car on avait trop souffert des divisions : dans les campagnes, on a besoin d'avoir des rapports de bon voisinage pour s'entraider quand c'est nécessaire. À partir de cette demande d'unité, les comploteurs ont su faire passer l'idée qu'il fallait prendre des mesures pour éviter tout combat politique à l'intérieur de l'organisation. Ils ont alors fait accepter le principe qu'il n'y ait pas d'élus de la République parmi les élus du syndicat. Or les anciens résistants étant, somme toute, peu nombreux, ils avaient presque tous des mandats électoraux, tels que maire, député, etc. Du coup, par ce simple principe, les chefs de la défunte corporation paysanne pétainiste ont, en une élection, récupéré une bonne partie du pouvoir sur l'organisation nationale.

L'ancien dirigeant de la corporation de l'Aisne, René Blondelle, a pris alors la direction du syndicat. Très bon politique, il a su garder le pouvoir et le transmettre à ses amis. Comme il était issu d'un territoire de culture céréalière, ceci a conduit à la prise du pouvoir par les céréaliers, pouvoir qu'ils ont gardé, directement ou indirectement, jusqu'à maintenant.

Une hégémonie durable malgré les ruptures

Sous la IV^e République, le rapport de force entre la FNSEA et le pouvoir politique fut clairement à l'avantage de la première. Quand le gouvernement prenait une décision sans l'agrément du syndicat, ce dernier fomentait de graves troubles, qui le faisaient céder. Au quotidien, la fédération a progressivement accru son étreinte sur les élus locaux, les députés et les sénateurs, en stigmatisant ceux qui n'épousaient pas ses convictions. Elle s'est aussi dotée d'un outil structurel en créant l'Association des parlementaires agricoles.

Des luttes politiques violentes

L'hégémonie croissante de l'organisation syndicale s'est faite au prix de quelques ruptures successives à l'intérieur même du groupe des agriculteurs. Mais elle a réussi à chaque fois à conserver le pouvoir sur les campagnes.

En 1953, la FNSEA était déjà une grosse structure parfois éloignée de la compréhension du mouvement populaire. De plus, dominée par les céréaliers, elle prenait mal en compte les intérêts des autres catégories de producteurs lors des négociations avec le gouvernement. Un jour, les éleveurs, excédés, ont spontanément décidé de barrer physiquement la France de l'Atlantique aux Alpes. Un comité dit de Guéret, du nom d'une commune de la Creuse, s'est créé pour être l'interlocuteur du ministère, indépendamment de la fédération. Mais celle-ci a immédiatement et habilement réagi en créant un faux comité de Guéret, mystification dans laquelle les représentants de l'État sont tombés. De cette manière, elle a réussi à conserver la main.

En 1958, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle a été perçue par beaucoup, en particulier par les sympathisants communistes, comme un coup d'État. Ces derniers ne supportant pas l'idée d'une coopération avec le gouvernement se sont réunis, dès 1959, autour du MODEF (Mouvement des exploitants familiaux), et se sont préparés comme s'il fallait de nouveau entrer en résistance. Des syndicats locaux, comme celui de la Dordogne, ont commencé à quitter la FNSEA. Mais finalement, cette dernière a réussi, par un jeu de pression, à contrôler la plupart des départs.

À partir de 1968 une partie de la JAC (Jeunesse agricole catholique), qui était une pépinière de cadres pour la FNSEA, s'est désolidarisée des politiques agricoles suivies jusqu'à ce moment. Ce groupe était mené par Bernard Lambert, qui publia en 1970 *Les paysans dans la lutte de classe*. Dans cet ouvrage, l'auteur avait été jusqu'à définir une partie de la paysannerie comme les prolétaires de l'agriculture. Il voyait en effet, dans la politique suivie, une source d'accroissement des inégalités au sein même du monde des agriculteurs. C'était donc une attaque très rude contre les choix faits par les dirigeants de la fédération. Une rupture s'en est suivie. Elle a conduit à la création du Mouvement des paysans travailleurs, d'abord en tendance interne à la FNSEA, puis en une organisation indépendante qui sera une des branches fondatrices de l'actuelle Confédération paysanne.

Comme Bernard Lambert était un dirigeant charismatique et que ses thèses avaient de l'écho dans la fédération, la direction de la FNSEA a craint de perdre le pouvoir. Elle réagit de deux manières. D'une part, en empêchant Bernard Lambert de s'exprimer au congrès de 1970. On a été jusqu'à lui enlever le micro de la main, et bien sûr à clamer l'unité de tous. D'autre part, pour contrer la critique de l'accroissement des différences de revenus entre éleveurs et céréaliers, ces derniers ont mis en place un fonds de solidarité céréaliers-éleveurs, sous l'égide d'Unigrains, fonds qui servira, de fait, aux céréaliers de levier financier pour contrôler le développement de l'élevage. Unigrains est aujourd'hui en délicatesse avec la justice à cause

de l'utilisation de taxes parafiscales à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été perçues.

La fédération a encore connu deux chocs de moindre importance. Un premier groupe, au début des années 1980, est parti fonder la FNSTP (Fédération nationale des syndicats travailleurs paysans). Il a ensuite rejoint le mouvement de Paysans travailleurs pour fonder la Confédération paysanne. Une dernière scission, en 1992, a entraîné la création de la Coordination rurale. Cette rupture est remarquable, en ce qu'elle s'est faite sur des valeurs de droite comme la défense de la concurrence et du marché, par opposition au système existant, fortement régulé administrativement.

Le basculement vers une agriculture industrielle

La conception traditionnelle de l'agriculture visait à l'autonomie et prenait en compte la diversité de la nature. On pourrait la qualifier d'horizontale. Elle se fondait largement sur une connaissance implicite et expérimentale du milieu naturel. Au cours du parcours que je viens de décrire, cette conception a disparu.

Durant les trente glorieuses, le monde paysan, aspirant à entrer, comme tout le monde, dans le train du progrès, a adopté le mythe selon lequel la technique allait tout résoudre. Les élites agricoles ont beaucoup voyagé, aux États-Unis notamment, mais aussi en Europe du Nord, et sont revenues émerveillées par les avancées technologiques qu'elles y ont découvertes, et remplies d'idées pour accélérer les mutations.

Concrètement, la volonté d'efficacité a conduit à adopter le principe vertical de spécialisation. Chaque agriculteur était incité à se concentrer sur une production avec une seule technique, pour mieux connaître son métier et améliorer ses rendements. Parallèlement, des dispositifs de recherche pour faire progresser ces techniques ont été structurés. Des filières alimentaires – le porc, le lait, etc. – se sont donc constituées. Puis on a cherché à les “tayloriser”, à l'image des disciplines industrielles.

Une élimination radicale des autres visions

Mon propos n'est pas de protester contre ce mouvement au moment où il s'est développé. Il répondait d'ailleurs à la nécessité de nourrir le pays. Il fallait accroître au plus vite le volume des productions. En effet, au cours des décennies 1950 et 1960, la production alimentaire était largement insuffisante et les cheptels étaient dans un état catastrophique. À la Libération, les vaches laitières, par exemple, étaient presque toutes tuberculeuses. En revanche, je souligne que la FNSEA a agi, de façon très totalitaire, pour empêcher la persistance de positions différentes, même relativement marginales. Mon expérience personnelle à la fin des années 1970 me l'avait déjà montré, et mon enquête l'a confirmé. Une anecdote illustre bien la tendance de ces années. Ainsi, lorsque Michel Debatisse était président de la FNSEA, il a proposé officiellement de supprimer le Sénat, instance de dialogue démocratique qui lui paraissait inutile, et de le remplacer par une chambre des corporations dont la mission aurait été de gérer rationnellement l'économie du pays.

Concrètement, les responsables locaux du syndicat observaient tout et jugeaient jusqu'aux échanges ponctuels de matériel entre agriculteurs, écartant ceux d'entre eux qu'ils considéraient comme des rebelles. S'il fallait exercer une pression plus forte, ils savaient aller chercher des appuis auprès des autres autorités locales comme le curé.

Le rôle des coopératives pour imposer un modèle

L'un des instruments majeurs qui a permis à la FNSEA d'imposer un modèle productiviste a été la coopérative agricole. Lors de leurs créations, les coopératives étaient présentées aux paysans comme des outils de progrès et de solidarité indispensables. Tous les agriculteurs s'y inscrivaient pour faire partie du mouvement. Assez rapidement, les systèmes alternatifs ont donc disparu. Les dirigeants des coopératives ont alors imposé les lignes directrices de

l'organisation centrale, et ont éliminé facilement tous ceux qui ne voulaient pas s'y plier. La technique était simple. Prenons l'exemple du lait. Au début, la coopérative mettait en place un système de collecte du lait auprès des éleveurs. Un fourgon passait tous les matins selon un circuit donné. Au début, chacun était accepté avec ce qu'il produisait. Tous s'habituèrent à se reposer sur le nouveau système. Puis la coopérative expliquait à ses adhérents qu'ils devaient augmenter leurs productions et assurer une qualité standardisée pour que le fourgon continuât à passer. Comme les paysans n'avaient plus aucun autre réseau pour écouler leur lait, ils étaient contraints d'accepter.

Une fusion avec le monde politique

Puisque la FNSEA dominait l'ensemble de la chaîne agricole, de la banque et des financements, à la recherche, cette volonté de contrôle total a conduit à une vision unique de la "réalité" agricole. La recherche agronomique française s'est par exemple développée de manière très verticale. Elle n'a pas pu concevoir, même de manière limitée, une appréhension transversale de la réalité, qui aurait pris en compte la campagne comme écosystème à multiples paramètres humains et naturels.

Ce mouvement de pensée a atteint sa plénitude à partir de la fin des années 1970, quand Jacques Chirac, figure politique montante, a voulu prendre le contrôle de la FNSEA pour capter l'apport de voix du monde paysan. Il a alors réussi à placer petit à petit ses hommes dans ses rouages, filières par filières. Les membres dirigeants de la fédération nationale lui ont ouvert les portes car il proposait d'aider leur carrière politique ou économique. Comme le futur président de la République n'avait pas de position personnelle sur les choix agricoles, il a adopté celles des dominants de la fédération, c'est-à-dire des céréaliers. Ainsi, à chaque fois qu'il a été au gouvernement, il a toujours défendu leur manière de voir dans les différentes instances de décision, à Bruxelles et ailleurs, mais en ayant toujours l'habileté de flatter les éleveurs.

C'est ainsi que l'ensemble du système s'est mis à penser exclusivement en termes d'agriculture industrielle et non plus de campagne. Les paysans ont perdu la réflexion sur leur place dans un territoire pour ne conserver que celle sur les moyens d'augmenter sans cesse leurs productions végétales et animales. Des embryons de pensée différente ont seulement commencé à réapparaître dans les années 1990.

DÉBAT

La représentativité de la FNSEA

Un intervenant : *Vous avez presque toujours évoqué les positions de la FNSEA, c'est-à-dire la structure nationale. Mais il me semble que les fédérations départementales (FDSEA) n'ont pas toujours les mêmes points de vue. Concrètement, j'ai vu de nombreux adhérents aux FDSEA se désolidariser vivement des dirigeants nationaux.*

Gilles Luneau : Historiquement, effectivement, les FDSEA ont parfois affirmé fortement des visions propres. La structure centrale a même été conduite à exclure certaines sections départementales ou à reconstruire des comités parallèles à ceux qui existaient quand ils s'écartaient des dogmes nationaux.

Int. : *Vous nous avez décrit comment la FNSEA est devenue une forteresse du monde agricole, puis comment elle a connu une série de ruptures. Aujourd'hui, où en est-elle ?*

G. L. : Actuellement, aux élections des chambres d'agriculture, la FNSEA remporte environ la moitié des suffrages. Il y eut un temps où elle les remportait tous. À cette diminution de représentativité dans les structures, il faut ajouter que le nombre de syndiqués a diminué considérablement. Aujourd'hui, beaucoup d'agriculteurs, en particulier les jeunes, se désintéressent de la syndicalisation. Cela va de pair avec le fait qu'ils se situent difficilement dans la société. Les jeunes paysans ont un vrai problème d'identité. Ils ne se sentent pas ou peu reconnus, et pas seulement du fait des politiques agricoles suivies. Les 35 heures, par exemple, ont accru le fossé entre leur métier et les autres.

Il y a manifestement aujourd'hui un vaste pan de la réalité paysanne qui n'est pas représenté syndicalement. Cela devrait continuer encore assez longtemps car on manque d'offre intellectuelle, de réflexion nouvelle sur l'aménagement du territoire, capable de fédérer ces paysans.

Finances et organisation agricole

Int. : *Dans le monde rural, j'ai toujours beaucoup entendu parler d'emprunt et d'endettement pour acheter tel ou tel matériel. Quel a été le rôle des institutions financières comme le Crédit agricole ?*

G. L. : Le Crédit agricole a été un très puissant outil de restructuration de l'agriculture. Il a fonctionné à l'unisson de la FNSEA car un représentant du syndicat appartenait généralement au conseil d'administration de la banque, ou bien lui servait de conseiller. Concrètement, quand un jeune voulait s'installer, il finissait forcément un jour ou l'autre auprès de la banque. D'ailleurs, il connaissait en général son représentant local car l'espace social du monde rural est de taille limitée. Ce représentant l'orientait vite vers un modèle de développement qui s'inscrivait dans la logique des filières orchestrées par la FNSEA, tout simplement parce que c'était là qu'il avait les contacts. Ces conseils étaient en général acceptés car le jeune manquait par définition de visibilité économique et était heureux de trouver de l'aide, mais aussi parce que la banque ne lui accordait des prêts bonifiés avantageux qu'à la condition de souscrire à ce modèle d'industrialisation de l'agriculture. De plus, l'attribution de la DJA (Dotation jeune agriculteur), aide accordée par l'État aux jeunes pour leur permettre de démarrer, n'était versée que sur appréciation positive du projet de développement par la banque. Enfin par le biais des commissions départementales, le syndicat verrouillait l'accès à la terre.

Int. : *Il me semble que cette vision est assez datée car mon expérience récente m'a montré qu'il est possible de résister aux volontés de la FNSEA. Au moins aujourd'hui, ses dirigeants ne contrôlent plus les représentants de l'État, comme vous le suggérez.*

G. L. : Je vous concède que le système a évolué depuis une quinzaine d'années. Celui que j'ai décrit a été hégémonique jusqu'au ministère d'Édith Cresson, qui a réussi à l'entailler. Cela a d'ailleurs été une épreuve de force. Pour mémoire, lors d'un déplacement sur le terrain, elle a été séquestrée par les forces paysannes manipulées par le syndicat. Les réformes qu'elle proposait ont rencontré une telle opposition qu'elle a été obligée de démissionner de son poste de ministre de l'Agriculture.

Int. : *Raymond Lacombe fut président de la FNSEA sans être un céréalier. Il venait de l'Aveyron. A-t-il pu mettre en place une autre politique, ou était-il complètement contrôlé par le système ?*

G. L. : Raymond Lacombe était véritablement habité par le souci de l'unité paysanne mais aussi de l'équilibre entre les céréaliers et les autres. Il a compris qu'il fallait se retourner vers la ruralité telle qu'elle existait, et a essayé de remettre un peu en cause le modèle économique en place. Mais, il n'est pas resté suffisamment longtemps en poste pour changer les choses.

Un monde paysan en perte ?

Int. : *Depuis une dizaine d'années, les chercheurs essaient de décrypter l'identité de la campagne aujourd'hui. Philippe Perrier-Cornet, par exemple, en identifie trois types : la campagne terrain de jeu des citadins, la campagne sauvage (représentée par les parcs nationaux et par la problématique des ours ou des loups), la campagne industrielle que vous nous avez largement décrite.*

G. L. : Il me semble que l'utilisation du mot campagne devient de plus en plus anachronique. En effet, les gens des villages ont de plus en plus le même rapport à la vie et à la nature que les gens des villes. Même si certains ont encore un petit potager, tous vont s'alimenter à la grande surface éloignée de quelques kilomètres, comme les citadins. Les jeunes ruraux s'habillent exactement comme leurs camarades urbains. Et les uns et les autres méconnaissent les faunes et flores des champs ou des bois. Leurs parents campagnards ont les mêmes peurs et les mêmes désirs de la nature, pour eux et pour leurs enfants que ceux des villes. Et ils grondent de la même manière leurs enfants s'ils se salissent en jouant dehors. De manière caricaturale, mais représentative de l'éloignement de ces gens avec leur milieu, on voit apparaître dans les villages des pétitions parce que les coqs chantent le matin ! Et le Front national obtient le même résultat que dans les agglomérations. Bref, la campagne se fond dans la ville. Elle est seulement perçue comme un grand espace vert. De ce point de vue, notre mentalité ne lui confère presque plus d'identité spécifique. Or certaines épreuves considérables l'attendent, comme les changements climatiques ou les problèmes de pollution. Dans l'état actuel, je ne vois pas comment elle pourrait les affronter sans perdre complètement sa nature propre. Il faudrait une politique vigoureuse pour lui redonner un sens.

Int. : *Je voudrais donner une tonalité différente de celle de votre exposé. Pour ma part, je constate que la paysannerie a fait un travail d'adaptation au monde d'aujourd'hui absolument formidable, à mon avis nettement plus important que celui qu'a fait l'industrie, qui est pourtant considérable. Je crois qu'elle saura continuer à le faire. Naturellement, cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas essayer de lui faciliter la tâche.*

G. L. : Le monde paysan a effectivement fait ou subi – je ne sais pas quel est le meilleur terme – des adaptations gigantesques, et je l'admire. Mon propos n'est pas de faire l'éloge de l'agriculture d'hier ou d'avant-hier. Mais, je souhaite souligner que ces changements ont été payés par une rupture culturelle radicale entre la génération actuelle et celle de ses parents. Cette rupture a entraîné la perte d'une connaissance synthétique du milieu rural, fait de rapport à la diversité, au temps, au rythme des saisons, etc. Aujourd'hui, un éleveur ou un maraîcher sont souvent aussi angoissés qu'un industriel. Ce mode d'agriculture est peut-être efficace, mais je ne crois pas qu'il produise des gens heureux et en harmonie avec leur milieu.

Int. : *Vous avez beaucoup protesté contre la domination d'un syndicat et la logique de filières qu'il a mises en place. Elles ont certainement, en effet, des conséquences nocives.*

Ainsi, la France a indéniablement mis plus longtemps que d'autres pays à comprendre que la ruralité est une réalité transversale. Mais inversement, la puissance de ce syndicalisme a permis d'éviter que l'agriculture ne soit dominée par des entités qui lui sont étrangères, soit en amont par les industriels de la chimie, soit en aval par ceux de l'agroalimentaire et de la distribution. Pour simplifier, il existe encore en France une puissance agricole qui n'est ni Total ni Nestlé.

G. L. : Je ne suis pas de votre avis. Ainsi, toute l'économie des semences est maîtrisée par les industries chimiques et phytosanitaires. Plus généralement votre question soulève le problème de savoir qui contrôle vraiment les modèles de développement agricole. Il me semble que la grande idée de l'histoire du syndicalisme agricole selon laquelle le monde rural a le pouvoir de prendre en main son destin n'est plus qu'un mythe. Les paysans, devenus fort peu nombreux, n'ont plus cette puissance. La politique de la campagne est le jouet d'autres forces, celles des industriels, mais aussi des consommateurs, des jeux politiques européens, etc. Il me semble pourtant qu'il existe des marges de manœuvre qui permettraient de lui redonner de l'envergure. On pourrait saisir certaines opportunités offertes par l'entrée dans l'Europe de grands pays ruraux, comme la Pologne ou la Roumanie, pour repenser l'agronomie, l'aménagement du territoire, la relation ville-campagne, à l'échelle européenne.

Int. : *Je voudrais citer comme exemple des capacités d'adaptation du monde paysan, le cas des regroupements d'agriculteurs. Devant les problèmes de coût du matériel et de taille des exploitations, je connais de nombreux professionnels qui ont su se regrouper pour mettre en commun leurs outils dans le cadre des CUMA (Coopérative d'utilisation du matériel agricole). Cela semble très bien fonctionner. J'ai pu constater également que ces mêmes personnes étaient très à l'écoute des avancées de la recherche, et savaient rapidement les intégrer.*

G. L. : Vous avez raison. Les CUMA sont l'une des plus belles réalisations du syndicalisme agricole. Personne ne le conteste. Comme elles possèdent beaucoup de gros matériels et un grand souci de leur territoire, elles interviennent aussi au-delà des questions purement agricoles. Par exemple, en hiver, elles aident souvent la collectivité publique pour des opérations de déneigement.

Int. : *J'ai eu l'occasion de voir, dans le Lot, des petits propriétaires se réunir au sein d'un GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun). Ils mettaient plus ou moins tout en commun. Ils en tiraient une grande souplesse d'organisation. Quand un gros travail se faisait sentir dans tel secteur (le bois, la culture, etc.), ils se mettaient tous ensemble. Inversement, pendant le reste du temps, ils se répartissaient les rôles, à la fois sur les activités agricoles au sens strict, mais aussi sur la gestion ou le commercial. Ce phénomène est-il significatif à l'échelle nationale ?*

G. L. : Oui. Les GAEC connaissent un grand succès. Dans les CUMA, les agriculteurs mettent seulement du matériel en commun. Dans les GAEC, ils mettent leurs exploitations, leurs matériels, leurs bétails et leurs terres. Ces groupements comptent parmi les outils juridiques adaptés aux réalités d'aujourd'hui.

Vos exemples montrent que le monde paysan a du ressort, et c'est vrai. Mais il doit faire des efforts considérables d'inventivité parce que les visions des institutions qui le gèrent sont souvent décalées par rapport aux réalités d'aujourd'hui.

Présentation de l'orateur :

Gilles Luneau : grand reporter, il a travaillé avec la plupart des grands titres de la presse écrite française ; il est collaborateur du *Nouvel Observateur*, *Géo*, *Challenges*, *VSD* ; outre sa connaissance des questions agricoles et écologiques, il est compétent en politique internationale et en globalisation des échanges ; il est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Une histoire de la FNSEA* (Fayard, 2004) et de documentaires pour la télévision.

Diffusion octobre 2006